

CES / OCDE

14 avril 1978

S.L.H. 780.2.28

S.L.H. 103.3 (83)

Berne, le 11 avril 1978 Ri/pn

Sommet économique et monétaire : Bonn - juillet 1978Brèves remarques de caractère général

- La rencontre a été fixée aux 16 et 17 juillet à Bonn. Outre le Président du Conseil (M. le Chancelier Schmidt) et celui de la Commission des Communautés européennes (M. R. Jenkins), pour les sujets de leur compétence, la France, l'Italie, le Japon, la Grande-Bretagne, le Canada, les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne prendront part aux discussions. Les thèmes à l'ordre du jour seront les suivants : objectif d'une croissance mondiale plus soutenue assortie de progrès significatifs en matière de lutte contre l'inflation, approvisionnement en énergie, situation dans le domaine commercial, questions monétaires internationales et coopération entre pays industrialisés et pays en développement.
- L'ensemble de ces points revêt une importance de premier ordre dans l'environnement économique actuel. Le Conseil européen de Copenhague des 7 et 8 avril permet de se livrer à une première appréciation des sujets qui pourraient être prioritaires en juillet prochain à Bonn.
- Pour autant que les Neuf acceptent les propositions de la Commission des Communautés européennes, les Grands devraient se mettre d'accord, à Bonn, sur un objectif de croissance de leur économie. Les Etats-Unis, fidèles à leur thèse, ne se feront pas faute de rappeler aux responsables japonais et allemands leur rôle en matière de relance. L'objectif de croissance de 4,5 % entre juillet 1978 et juillet 1979, fixé dans la stratégie proposée par la Commission des Communautés européennes, devrait être retenu même si cet objectif, aux yeux du Président Carter, apparaît comme relativement modeste. En effet, chacun des participants sera conscient

qu'il s'agit d'éviter que leurs décisions, une fois de plus (référence au Sommet de Londres), ne donnent lieu à de cruelles désillusions. Une telle situation ne manquerait pas d'hypothéquer lourdement l'avenir de ces rencontres. Dans le cadre de cette discussion "objectif de croissance", on peut prévoir que les causes structurelles de la crise économique conduiront les participants à évoquer les différentes solutions propres à restructurer l'industrie européenne pour la rendre plus compétitive face aux productions meilleur marché en provenance des pays en développement. L'aspect touchant au renforcement des économies d'énergie et au développement de nouvelles sources d'énergie ne sera certainement pas ignoré. Les Etats-Unis ne manqueront pas d'être mis sur la sellette lors de la discussion touchant aux mesures pour limiter la consommation de pétrole.

- Les Neuf des CE s'emploieront d'ici juillet - le dernier Conseil européen l'a confirmé - à renforcer leur coopération monétaire afin de parvenir à une plus grande stabilité des taux de change. La réalisation de cet objectif devrait notamment leur permettre de traiter à l'avenir plus efficacement les problèmes monétaires avec les pays tiers, tout particulièrement les Etats-Unis. Plusieurs solutions ont été semble-t-il avancées à Copenhague parmi lesquelles l'extension du système communautaire de change au-delà du Serpent, l'introduction d'une nouvelle dimension dans l'utilisation de l'unité de compte européenne et les possibilités d'établir un fonds de stabilisation des changes destiné à limiter les fluctuations des monnaies composant l'unité de compte. Ces esquisses de solutions tendent à montrer qu'il y a au sein des Neuf une réelle prise de conscience de la gravité de la situation monétaire actuelle. Cet état d'esprit a certainement été renforcé en raison des retombées peu encourageantes de l'Accord monétaire récemment conclu entre Washington et Bonn. On peut donc penser que ce prochain Sommet économique, sous l'impulsion des Européens et des Japonais, permettra, sinon l'apport de solutions, une discussion approfondie sur les questions monétaires internationales. Cette hypothèse apparaît d'autant plus vraisemblable que plusieurs hauts

responsables dans les Communautés européennes ont désormais pris pleinement conscience des influences néfastes des fluctuations monétaires sur la croissance économique laquelle doit permettre au monde occidental industrialisé de surmonter les grands problèmes actuels.

- Plusieurs raisons expliquent les motifs d'une discussion centrée sur les problèmes de relance économique et les problèmes monétaires au Sommet de Bonn. Le déficit record atteint par la balance commerciale des Etats-Unis en février - 4,5 milliards de dollars - suscite beaucoup d'inquiétudes dans les milieux financiers internationaux. En effet, cette dégradation persistante ne manque pas d'exercer des conséquences sur les possibilités d'une amélioration de la situation économique mondiale. Même si ce déficit est dû pour une bonne part - 3,3 milliards de dollars - aux importations de pétrole, il se doit d'être résorbé. En effet, les flux de dollars vers les pays OPEP, tout comme d'ailleurs ceux des autres pays consommateurs de pétrole, s'immobilisent pour une certaine part dans les réserves des grands pays producteurs de pétrole avec pour conséquence une amputation nette du pouvoir d'achat des pays industrialisés consommateurs d'énergie et une augmentation des coûts de production. C'est ainsi que les pays en déficit se voient obligés d'agir par une politique de compression de la demande qui aboutit à des taux de développement industriels négatifs avec pour effet une augmentation du sous-emploi et finalement une nouvelle chute de la demande.

+ A Bruxelles, et apparemment dans les capitales des Neuf, on estime que les problèmes économiques ne peuvent trouver de réponse dans l'application des formules traditionnelles; il s'avère nécessaire de recourir désormais à des solutions nouvelles. Ainsi pour encourager les investissements, pour accroître la demande en lui donnant notamment une base géographique plus large, pour comprimer l'inflation et pour empêcher que des problèmes de courte durée ne soient amplifiés par les brusques variations des changes et les mouvements erratiques de capitaux, il s'agit de mettre en oeuvre des actions qui appellent un cadre monétaire organisé et contrôlé.

Reste à savoir si les Etats-Unis partagent cet avis et sont prêts à participer activement à toute action dans ce domaine¹⁾. Mais, en définitive, quelle que soit la position des Etats-Unis, on peut s'attendre à ce que les Neuf, soutenus par le Japon, fassent des propositions spécifiques d'action collective au Sommet économique de juillet, conscients qu'ils sont désormais des limites qu'impose toute action individuelle dans le domaine monétaire.

- L'accès de nombreux pays, disposant de techniques simples et d'une main-d'oeuvre abondante et bon marché, au rang de nation industrialisée contribue à augmenter la complexité de la situation économique mondiale. Face à cette nouvelle donnée, il s'avère difficile d'élaborer des politiques favorisant une restructuration de certains secteurs sans pour autant qu'elles conduisent à des bouleversements lourds de conséquences. On adopte par trop fréquemment des mesures qui ne règlent pas les problèmes "sensibles" mais qui en revanche comportent des éléments de protectionnisme dont il s'avère difficile par la suite de s'en débarrasser. Ce faisant, seule une approche globale doit permettre de déboucher sur des solutions moins aléatoires. Par approche globale, il faut entendre la recherche d'une amélioration de la situation économique mondiale et d'une solution aux problèmes monétaires. Les autres sujets à l'ordre du jour de la réunion de Bonn ne feront en définitive que découler de ces deux thèmes principaux.

1) Rappelons dans cet ordre d'idées les propositions - supersnake avec la participation des monnaies européennes, du yen et du dollar, participation commune en matière d'interventions sur le marché des changes - du premier Ministre Callaghan au Président Carter concernant un engagement en vue d'une véritable action de stabilisation du système monétaire.

- Pour la première fois, il apparaît que les Européens peuvent bénéficier - dans la mesure où ils entérinent en temps voulu la stratégie que leur propose la Commission des CE - d'une position forte en juillet prochain. S'ils l'utilisent à bon escient à l'égard de Représentants américains, qui de leur côté feraient preuve d'une position ouverte et constructive, on peut s'attendre à ce que ce Sommet débouche sur des résultats encourageants. La réunion des Ministres de l'OCDE donnera certainement un premier indice de la volonté des Grands de coopérer afin de sortir définitivement les pays industrialisés occidentaux du creux de la vague.

- Du côté suisse, il s'agira de se rabattre sur l'activité d'organes multilatéraux spécialisés (OCDE, GATT, AIE, BRI) pour tenter indirectement d'influencer, le cas échéant, l'élaboration de solutions et, pour autant que cela soit possible, les décisions prises à Bonn. D'autre part, nous ne saurions négliger les retombées positives, au niveau de la défense de nos intérêts, de tout contact personnel à haut niveau avec des participants - ou leurs conseillers - au Sommet de juillet. La "diplomatie personnelle" s'avère une fois de plus une nécessité pour la Suisse si nous voulons éviter notamment que les Etats-Unis, dans ce genre de rencontres, assimilent l'Europe aux Communautés européennes et négligent de ce fait les intérêts de petits pays européens tels que la Suisse.

* * *